

OPERATION : AVILA À SAINT PAUL
TRAVAUX VRD – TERRASSEMENTS
BASSE TENSION – POSTE DE REFOULEMENT

CAHIER DES **C**LAUSES

ADMINISTRATIVES **P**ARTICULIERES

SOMMAIRE

1	OBJET DU PRESENT C.C.A.P.	4
2	CONSISTANCE DU PROJET.....	4
	2.1 OPERATION	4
	2.2 REPARTITION DES LOTS ET TRANCHES	4
	2.3 PROCEDURE DE CONSULTATION.....	4
	2.4 NANTISSEMENT	4
	2.5 PIECES CONTRACTUELLES	4
3	INTERVENANTS AUTRES QUE LES SIGNATAIRES	5
	3.1 MAITRISE D'OEUVRE	5
4	CONTENU DES PRIX	5
	4.1 DISPOSITION	5
	4.2 FRAIS DE DOSSIER	6
	4.3 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL	6
	4.4 CARACTERE FORFAITAIRE DES OFFRES	6
	4.5 REVISION DE PRIX - ACTUALISATION	6
	4.6 MESURE D'ORDRE SOCIALE - APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL	7
	4.7 FRAIS D'HYGIENE ET SECURITE	7
5	CONDITIONS DE PAIEMENT	7
	5.1 PAIEMENT DES SITUATIONS	7
	5.2 MODALITE DE PAIEMENT DES SITUATIONS	7
	5.3 AVANCE DE DEMARAGE	7
	5.4 APPROVISIONNEMENT	7
	5.5 RETENUE DE GARANTIE - CAUTION BANCAIRE.....	7
	5.6 PENALITE DE RETARD	8
	5.7 PENALITE PARTICULIERES	8
	5.8 PAIEMENT DU SOLDE	8
	5.9 SUSPENSION DES DELAIS DE PAIEMENT	9
6	SYNTHESE ET PLANS D'EXECUTION	9
	6.1 FORMAT DES PLANS ET INFORMATIONS	9
	6.2 SYNTHESE	9
	6.3 STRUCTURE BETON	9
	6.4 TRAITEMENT D'AIR - ELECTRICITE - PLOMBERIE - ASCENSEURS.....	9
	6.5 CIRCUIT D'APPROBATION DES PLANS	9
7	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	10
8	DELA ET CALENDRIER D'EXECUTION.....	10
	8.1 DELAI D'EXECUTION	10

8.2	CALENDRIER D'EXECUTION	10
8.3	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	11
9	ORGANISATION DU CHANTIER	11
9.1	PANNEAUX DE CHANTIER	11
9.2	VOIE DE CIRCULATION D'ACCES	11
9.3	LA SIGNALISATION DU CHANTIER	11
9.4	STOCKAGE DE MATERIEL ET DE MATERIAUX	11
9.5	INSTALLATION DE CHANTIER	11
9.6	DISPOSITIF DE LEVAGE	12
9.7	OUVRAGE TEMOINS - PROTOTYPES - BUREAU DE VENTE	12
9.8	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	12
9.9	COORDINATION ENTRE LES ENTREPRISES	12
9.10	ACCES AU CHANTIER	12
9.11	CADENCE D'EXECUTION DES OUVRAGES	12
9.12	PERIODE DE PREPARATION	13
9.13	ABANDON DE CHANTIER	13
10	QUALITE DES TRAVAUX	13
11	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
12	RECEPTION DES TRAVAUX	13
12.1	PLANS DE RECOLEMENT, NOTICE D'ENTRETIEN, SCHEMA	13
12.2	DOCUMENTS RELATIFS A LA SECURITE INCENDIE	14
12.3	DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	14
13	DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
13.1	NETTOYAGE	14
13.2	COMPTE PRORATA	15

1 OBJET DU PRESENT C.C.A.P.

Le présent Cahier des Clauses administratives Particulières (C.C.A.P.) complète et précise, en tant que de besoin, les dispositions générales du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) pour être applicable aux travaux de l'ensemble des lots, relatifs au projet défini ci-après.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les dispositions concernant la coordination de sécurité, l'hygiène et la sécurité, sont décrites au Plan Général de Coordination (PGC).

2 CONSISTANCE DU PROJET

2.1 OPERATION

Le projet faisant l'objet du présent C.C.A.P. concerne la réalisation des travaux de VRD, BT et Station de Refoulement pour un projet de viabilisation de 22 parcelles situées Chemin EDF à Saint-Paul - 97460

Le marché de travaux sera conclu entre le Maître d'Ouvrage, SFP Aménagement 7, rue Saint-Louis 97410 SAINT-PIERRE et l'entreprise désignée pour chaque lot, ci-après désignée « l'Entreprise » ou

« l'Entrepreneur ».

2.2 REPARTITION DES LOTS ET TRANCHES

Les marchés seront dévolus en lots séparés. Le Maître d'Ouvrage pourra demander ou accepter la constitution de groupements conjoints et solidaires pour un ou plusieurs lots. La liste des lots est indiquée ci après :

- VRD : Lot 1
- Basse Tension : Lot 2
- Poste de Refoulement : Lot 3

2.3 PROCEDURE DE CONSULTATION

L'Entrepreneur déclarée(s) attributaire(s) du marché après consultation et mise au point et arrêtée(s) définitivement comme adjudicataire(s) pourra être :

- soit une entreprise générale
- soit un groupement d'entreprises
- soit des entreprises spécifiques.

Le ou les marchés seront passés à prix global, forfaitaire, non révisable pour les travaux tels que les définissent les documents contractuels.

L'Entreprise ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son marché ni en faire apport à une société ou un groupement d'entreprises sans autorisation écrite du Maître d'Ouvrage.

L'acceptation du marché doit intervenir dans les 120 jours à dater de la remise des offres.

2.4 NANTISSEMENT

Il n'est pas prévu de nantissement.

2.5 PIECES CONTRACTUELLES

2.5.1 Pièces particulières

Les pièces particulières constitutives du présent Marché sont les suivantes dans l'ordre de priorité décroissant (c'est-à-dire qu'en cas de discordance, la pièce située plus haut dans la liste ci-dessous prévaut sur celle située plus bas) :

- L'acte d'engagement
- le Cahier des clauses administrative particulière et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du DCE, ci-joint, à accepter sans modification;
- Pièces graphiques du DCE : vues en plan, profils en long & en travers, détails d'ouvrages ;
- Cadre de Décomposition du Prix Global & Forfaitaire (désigné sous le sigle : CDPGF donné à titre indicatif, et servant de base à l'établissement des situations (% d'avancement du chantier) ;
- Le Plan Général de Coordination du chantier (établi par le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (désigné sous le sigle : CSPS dans la suite du présent Contrat de travaux) éventuellement désigné par le Maître d'Ouvrage ;
- Le règlement de consultation
- L'avis d'appel d'offres

2.5.2 Pièces générales

Les pièces générales applicables et constitutives du présent Marché sont celles en vigueur à la signature du présent Contrat de travaux, dont notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics & privés de travaux NFP 003-01;
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics & privés de travaux ;
- Fascicule du C.P.C. applicable aux marchés de Travaux Publics relevant des services du Ministère de l'Équipement ou des services du Ministère de l'Agriculture ;
- Cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- Pour le contrôle de l'exécution des bétons, l'instruction technique du 15 Janvier 1979 diffusée par la circulaire n° 79.23 du 9 Mars 1979.
- Pour les granulats routiers, l'instruction provisoire du 26 Décembre 1977 de la direction des routes et de la circulation routière ;
- Pour l'application de la Réglementation en vigueur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé : la circulaire DRT N° 96-5 du 10 Avril 1996 en application de la directive 92/57 CEE, et le Décret 94-1159 du 26/12/94 ;
- Règlement de Voirie applicable sur la Commune sur le Territoire de laquelle sont exécutés les travaux.

Ces pièces, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du Marché, sont réputées connues de l'Entrepreneur.

En cas de discordance, les pièces particulières constitutives du présent Marché ci-dessus désignées, prévalent sur les pièces générales applicables et constitutives du présent Marché.

3 INTERVENANTS AUTRES QUE LES SIGNATAIRES

3.1 MAITRISE D'OEUVRE

3.1.1 Architecte

3.1.2 B.E.T. techniques

VRD - REFOULEMENT : DAUPH'INFRA – 68 Chemin ROBIN 97430 Le Tampon – M. Mathieu CHEDIN

BASSE TENSION : BIR - 113 chemin des Assises – 97432 Ravine des Cabris – M. Jean-Christophe POTHIN

3.1.3 Economiste

Sans objet.

3.1.4 Direction de travaux

Le BET DAUPHINFRA est chargé par le Maître d'Ouvrage d'une mission de direction des travaux désigné « Direction de Travaux » dans le présent C.C.A.P.

3.2 AUTRES INTERVENANTS

3.2.1 Géomètre

Le géomètre du Maître d'Ouvrage est EUPHRASIE PALACIOS – 66 Chaussée Royal 97460 Saint-Paul

3.2.2 Contrôleur Technique

Sans objet

3.2.3 Coordination Sécurité Santé

Le CSPS CERFEX – 280 Chemin Lelièvre CD 13 – Le Cap 97436 Saint Leu.

3.2.4 BET Hydraulique - Géotechnique

Hydraulique dossier loi sur l'eau : SEGC.

Géotechnique : SEGC.

4 CONTENU DES PRIX

4.1 DISPOSITION

Les prix du marché sont fermes et définitifs, Hors T.V.A. et sont établis forfaitairement :

☐ En tenant compte de l'étude de sol jointe au dossier.

Il appartient à l'entreprise de dimensionner les ouvrages pour tenir compte des contraintes qui les sollicitent et de la capacité du sol à les supporter, à partir de cette étude de sol.

Les éventuelles adaptations aux sols pourront être rémunérées, sur la base des prix unitaires portés dans la décomposition du prix global forfaitaire, si celles-ci étaient déclarées comme imprévisibles à la lecture du rapport de sols, ou si la nature des sols rencontrés différait totalement de l'étude de sol.

☐ En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Pluie	500 mm/jour
Vent	300 km/heure

Les données seront vérifiées auprès du poste géré par la Météorologie Nationale le plus proche du lieu des travaux. En dérogation au CCAG Norme NF P 03-001, Il n'est pas accordé d'indemnité à l'entrepreneur en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur un chantier par un phénomène naturel ou un cas de force majeure.

☐ En tenant compte de la particularité du régime fiscal local (T.V.A., octroi de mer).

☐ En tenant compte des sujétions résultant des contraintes de circulation imposées à l'entrepreneur par le service responsable de la voirie.

☐ En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'autres travaux réalisés par des tiers.

☐ En tenant compte des prescriptions liées à la sécurité, et plus particulièrement celles définies dans le P.G.C., en intégrant toutes dispositions prises en vue de la protection des ouvriers de toutes les entreprises lors de l'exécution des tâches présentant des risques liés à la co activité ou à la successivité. Le prix intègre donc la fourniture, la mise en place et l'entretien de protections collectives, d'appareils de levage, de signalisation et de tout dispositif de Sécurité et de Protection de la Santé.

☐ En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'existence d'ouvrages voisins et du maintien de ces ouvrages en état de service et en toute sécurité.

☐ En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux afférents aux autres lots y compris les V.R.D, des ouvrages d'agencement et d'aménagement des locaux et espaces livrés bruts de gros-œuvre au titre du présent marché, ou tous travaux confiés par le Maître d'Ouvrage à des prestataires extérieurs.

☐ En tenant compte des sujétions de gardiennage et de signalisation de chantier quels que soient les moyens et méthodes choisis par l'entreprise.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de mois qui précède celui de la remise des offres.

4.2 FRAIS DE DOSSIERS

Les frais de tirages des dossiers marché signés sont à la charge de chaque entreprise en ce qui concerne son lot

Les dossiers de consultation seront transmis par le Maître d'Ouvrage à chaque entreprise consultée sous format électronique.

4.3 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL

En complément du C.C.A.G. et hors retenue de garantie légale, chaque bordereau devra comporter les postes suivants, sans supplément de prix, ces prestations étant réputées incluses dans les prestations normalement dues par l'Entrepreneur.

4.4 CARACTERE FORFAITAIRE DES OFFRES

Les quantités figurant sur la décomposition forfaitaire annexée au dossier de consultation n'ont pas de valeur contractuelle. Les entreprises devront vérifier ces quantités avant signature de leur marché.

En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra se prévaloir sur la mauvaise interprétation des textes des différents documents du marché ainsi que sur les erreurs ou omissions qu'il pourrait découvrir pour refuser l'exécution d'un ouvrage ou demander un supplément de prix. En aucun cas, l'Entreprise ne pourra arguer d'une méconnaissance ou d'une incompréhension du projet pour modifier son prix global.

La décomposition du prix global forfaitaire proposée pour chaque lot par l'Entrepreneur constitue, d'une part un avant-métré forfaitaire, et d'autre part un bordereau de prix permettant d'établir les états de situation devant servir aux paiements d'acomptes.

4.5 REVISION DE PRIX - ACTUALISATION

Il n'est pas prévu de révision de prix. Il ne sera pas accordé d'actualisation de prix.

4.6 MESURE D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION REGLEMENT DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur sur le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10 %) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10 %).

Il est rappelé à toute entreprise, l'obligation de déclarer préalablement à la CGSS, toute embauche d'un nouveau salarié (tel, fax, formulaire type) affecté à l'opération. De même l'obligation de vérifier que tout sous-traitant est bien déclaré à la CGSS (en particulier pour les travailleurs indépendants). Et de demander à toute entreprise désirant sous-traiter de joindre l'attestation de déclaration sociale du sous-traitant à chaque demande d'agrément.

Le Maître d'Ouvrage pourra demander les attestations des organismes de la CGSS, du régime général et de la caisse de congés payés justifiant de la régularité de la situation de l'Entrepreneur vis à vis de ces organismes : l'Entrepreneur devant lui fournir sous quinze (15) jours. Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage est habilité à interrompre les travaux, voire à résilier le présent contrat de travaux aux torts exclusifs de l'Entrepreneur.

4.7 FRAIS D'HYGIENE ET SECURITE

Il appartient à l'Entrepreneur de prévoir, dans l'établissement de ses prix, les frais résultant de la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité des chantiers édictée par les articles L235-2 et suivants du Code du Travail, la loi n° 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application n° 94-1159 du 26/12/94 ainsi que le décret n° 92-158 du 20/02/1992 et notamment ceux relatifs aux obligations réglementaires.

Les intervenants sur le chantier devront suivre les prescriptions et recommandations du PGC, et du CSPS éventuellement désigné par le Maître d'Ouvrage, et remettre à celui-ci les PPSPS 30 jours au moins avant toute exécution des travaux.

Le chantier sera arrosé autant que de besoin, pour réduire les nuisances des poussières ; une inspection et reconnaissance des lieux sera effectuée en présence du CSPS.

La vitesse sera limitée sur le chantier :

- 10 km/h pour les engins de chantier ;
- 30 km/h pour les usagers.

Les engins de chantier seront équipés d'avertisseurs de recul sonores ; la zone de travail sera matérialisée conformément aux dispositions des pièces techniques jointes au Marché (CCT, Bordereau des Prestations) ; les éventuels travaux de nuit doivent bénéficier d'un éclairage suffisant ; les fouilles et regards ouverts seront balisés et protégés.

5 CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 PAIEMENT DES SITUATIONS

Les acomptes sont réglés par virement les 10 de chaque mois dans les conditions suivantes :

- les situations présentées au Maître d'ouvrage avant le 30 du mois N sont réglées le 10 du mois N+2

L'entrepreneur devra impérativement transmettre au Maître de l'Ouvrage des factures pour chaque acomptes demandés.

5.2 MODALITE DE PAIEMENT DES SITUATIONS

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent Marché en faisant porter les montants au crédit :

- du compte ouvert au nom de :
- sous le numéro :
- code banque : - code guichet - clé :

5.3 AVANCE DE DEMARRAGE

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage.

5.4 APPROVISIONNEMENTS

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnements.

5.5 RETENUE DE GARANTIE – CAUTION BANCAIRE

Une retenue de garantie est fixée à 5% (cinq pour cent) de la valeur des travaux exécutés, conformément à la loi numéro 71.584 du 16 Juillet 1971.

En début de marché et au plus tard à la présentation de la 1^{ère} situation de travaux, l'Entrepreneur pourra présenter, en remplacement de la retenue de garantie, l'engagement d'une caution personnelle et solidaire d'un établissement financier agréé par le Ministère des Finances, conforme au modèle joint en annexe au CCAG.

Le règlement du total des montants ayant constitué la retenue de garantie de 5% sera restitué à l'issue de l'année de garantie de parfait achèvement dont le départ est donné par la date de réception des travaux par le Maître d'Ouvrage. Il appartient à l'Entrepreneur de solliciter le Maître de l'Ouvrage pour le remboursement de la retenue de garantie à l'issue de l'année de parfait achèvement ; en aucun cas il ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation pour tout retard de son fait. Le Maître de l'Ouvrage dispose de trente (30) jours pour rembourser le montant des retenues de garanties à l'Entrepreneur, déductions faites des frais de répartitions éventuels qu'il a eu à supporter du fait de réserves, malfaçons, détériorations ou tout dommage résultant des travaux de l'entrepreneur.

5.6 PENALITE DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité de un millième (1/1000) du montant de l'ensemble du Marché hors taxe, sera appliquée par jour calendaire de retard.

5.7 PENALITE PARTICULIERE

Défaut de signalisation :

L'entrepreneur subira, par jour calendaire ou il sera constaté que la signalisation est défectueuse (absence de signalisation ou pré-signalisation, signalisation ou pré-signalisation incomplète, panneaux endommagés, etc...) une **pénalité de cent cinquante (150) Euros HT**.

Non-respect des obligations de l'Entrepreneur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :

- Et notamment les obligations résultant de l'application de la circulaire DRTN°96-5 du 10 Avril 1996, de la directive 92/57 CEE, et du Décret 94-1159 du 26/12/94 : respect des prescriptions et recommandations du PGC, remise des PPSP 30 jours avant toute intervention (y compris les sous-traitants, Entrepreneurs conjoints ou solidaires), présence aux inspections communes, respect des prescriptions du Coordonnateur etc... :

➔ **Pénalité de cent cinquante (150) Euros HT par jour calendaire**

Retard et absence aux réunions de chantier

En cas de retard ou d'absence à une réunion de chantier, convocation CSPS, une réunion de coordination, visite de chantier : **cent cinquante (150) Euros HT/ absence ou retard**.

Retard repliement installation de chantier

A la fin des travaux, l'Entrepreneur devra, dans un délai de (30) jours à compter de la date de notification par le Maître d'œuvre de la convocation aux opérations préalables à la réception, avoir fini de procéder au déménagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure par courrier en Recommandé avec Accusé de Réception resté sans réponse pendant 8 jours sans préjudice d'une pénalité de **cent cinquante (150) Euros HT par jour calendaire de retard**.

Retard pour la non levée des réserves de la MOE

L'entrepreneur dispose de sept (7) jours à compter de la réception des travaux afin de lever toutes les réserves constatées par le MOE. Au-delà de ce délai une pénalité de **Cent (100) Euros HT par jour calendaire et par réserve sera appliquée**.

Retard pour la remise des documents après Exécution

L'entrepreneur est tenu de remettre les plans de récolement et autres documents après exécution. En cas de retard dans la remise des documents, une retenue provisoire égale à **trois mille (3000) Euros sera opérée sur la dernière situation finale due à l'entrepreneur**.

Retard dans le nettoyage du chantier et/ou ses abords

L'entrepreneur est tenu de maintenir le chantier propre en tout temps. L'entrepreneur s'expose à des pénalités de **cent (100) Euros HT par jour calendaire**.

5.8 PAIEMENT DU SOLDE

Le paiement doit intervenir dans un délai de quarante (45) jours à compter de l'acceptation de la situation

finale (décompte général)

5.9 SUSPENSION DES DELAIS DE PAIEMENT

Si du fait de l'Entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage à l'Entrepreneur, douze jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal lui faisant connaître les raisons, qui, imputables à l'Entrepreneur, s'opposent au paiement et précisent notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par l'Entrepreneur de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyé par l'Entrepreneur comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Si le délai de paiement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à quinze jours, le Maître d'Ouvrage dispose toutefois pour payer d'un délai de quinze (15) jours.

6 SYNTHÈSE ET PLANS D'EXECUTION

Les plans d'exécution sont à la charge de chaque entreprise pour son lot. Sur demande du Maître d'Œuvre ou de la Direction de travaux, toute entreprise devra fournir les documents exigés pour la bonne marche de l'affaire sans aucun supplément de prix.

6.1 FORMAT DES PLANS ET INFORMATIONS

Dès sa désignation, l'Entrepreneur établira la liste prévisionnelle de ses plans d'exécution. Cette liste sera soumise à l'avis du Maître d'Œuvre. Afin de faciliter l'actualisation et le suivi des avis, cette liste sera produite sous forme informatique telle que définie par le Maître d'Œuvre.

Le principe de numérotation des plans sera commun à l'ensemble des Entrepreneurs et conforme à une charte de présentation et de numérotation des plans.

Les Entreprises produiront leurs plans informatiques à partir d'un système informatisé répondant aux règles communes de gestion des documents édités par le Maître d'Œuvre.

Le traitement informatique sera conforme à une charte graphique commune à tous les lots concernés et diffusée avant le début des études d'exécution. Les plans non conformes à la charte graphique devront être repris.

Les Entrepreneurs qui envisagent de produire leurs plans de façon traditionnelle doivent le signaler à la remise du prix et obtenir l'accord du Maître d'Ouvrage avant désignation.

6.2 SYNTHÈSE

Sans objet

6.3 STRUCTURE BETON

Sans objet

6.4 TRAITEMENT D'AIR – ELECTRICITE – PLOMBERIE - ASCENSEURS

Sans objet

6.5 CIRCUIT D'APPROBATION DES PLANS

6.5.1: Dossier d'exécution

Pendant la période de préparation l'entrepreneur devra transmettre tout document nécessaire à la constitution du Dossier d'Execution à savoir :

- l'établissement des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour l'exécution de ses travaux, notamment des ouvrages bétonnés qu'il se propose de réaliser sur le site même du chantier (ouvrages non préfabriqués) ;
- l'établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, ainsi qu'une notice précisant les dispositions projetées ;
- la fourniture d'un programme d'exécution des travaux suivant différentes phases à préciser ;

- les provenances et origines des matériaux, fournitures, produits et ouvrages préfabriqués que l'Entrepreneur se propose d'utiliser pour l'exécution de ses travaux.

Ce Dossier d'Exécution est à présenter au visa du Maître d'Oeuvre dans un délai de 20 jours à compter de la notification du présent Marché.

La période de préparation doit également permettre à l'Entrepreneur de procéder aux opérations suivantes : envoi des DICT et inspections communes des lieux avec les concessionnaires, commandes du matériel, rédaction du PPSPS, préparation et organisation du chantier, implantation et piquetage des ouvrages

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par l'Entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du Maître d'Oeuvre.

Ce dernier doit les renvoyer à l'Entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard dix (10) jours après leur réception.

6.5.2 : plans d'exécution – notes de calcul – Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre dispose de dix (10) jours après la réception des documents pour retourner à l'entrepreneur ses observations éventuelles.

7 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le Maître d'Ouvrage ne souscrira pas de police d'assurance « Tous risques chantier ».

L'entrepreneur devra joindre au plus tard quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché, une attestation d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux (y compris pour les sous-traitants et co-traitants désignés au présent marché)

L'entrepreneur veillera en particulier à ne pas laisser à la portée de personnes étrangères à l'entreprise, des engins, matériels et matériaux dont l'utilisation pourrait porter atteinte à la sécurité publique.

8 DELAI ET CALENDRIER D'EXECUTION

8.1 DELAI D'EXECUTION

Le délai global est défini dans l'acte d'engagement. Ce délai comprend les livraisons et la période de préparation. Sont incluses les périodes d'intempéries telles que définies au CCAG soit une franchise de 2 semaines de neutralisation par année de chantier pour le délai global et 2 jours par mois pour les délais partiels.

La date d'origine du délai est déterminée par l'Ordre de Service de démarrage, les autres dates et jalons contractuels sont indiqués au planning enveloppe.

En complément du C.C.A.G. la désignation des entreprises est prévu échelonné sur plusieurs mois, le planning global comportera en amont des travaux in situ, une période de préparation lot par lot compatible avec la technicité : mise en œuvre, études à produire, démarches administratives et mobilisation des moyens.

8.2 CALENDRIER D'EXECUTION

Sous la direction du Maître d'Œuvre, et en accord avec les Entreprises, il sera établi un calendrier d'exécution qui précisera les dates d'intervention des différents corps d'état, ainsi que l'ordonnancement des tâches successives. Ces délais devront être scrupuleusement respectés, faute de quoi, les pénalités prévues pour retard seront appliquées.

Le calendrier d'exécution annulera et remplacera le calendrier général.

Les plannings d'exécution feront ressortir les renseignements ci-dessus ainsi que les délais de finitions et de nettoyage préalable à la réception.

L'Entrepreneur sera tenu:

- d'une part de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillages et moyens de toutes sortes suffisants, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où, au vu des plannings d'exécution, un retard est constaté dans la cadence des travaux, le Directeur des travaux peut mettre en demeure l'entrepreneur et cela sans indemnité complémentaire :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés sur le chantier
- d'affecter au chantier, du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard

En cas de retard, définitif imputable à l'entrepreneur, celui-ci supportera, outre les pénalités, le coût des dispositions prises par le Maître d'Ouvrage pour résorber ou réduire ce retard, si les pénalités collectées ne sont pas suffisantes, ainsi que les coûts éventuels définis au CCAG

L'Entrepreneur s'engage à se tenir informé de l'avancement réel des travaux et notamment des écarts par rapport au planning contractuel en vue d'ajuster la mise à disposition du personnel d'exécution et éviter ainsi toute interruption de ses travaux ainsi que l'immobilisation inutile de son personnel.

Les demandes de moyens, notamment en personnel, formulées par le Directeur de travaux sont uniquement destinées à aider l'Entrepreneur à prendre les décisions qu'il jugera nécessaire en dernier ressort, et dont il est seul responsable. Aucune modification du prix forfaitaire du marché concernant le coût des renforcements d'effectifs, des immobilisations de personnel, de matériel ou tout autre coût ne sera accepté que si elle a fait l'objet d'un accord préalable à l'exécution. L'Entrepreneur s'engage à informer le Directeur de travaux immédiatement de tout incident perturbant le programme établi.

8.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

La prolongation du délai d'exécution sera notifiée par ordre de service du maître d'oeuvre.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G, le délai d'exécution des travaux sera prolongé :

☐ d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Pluie	100 mm/jour
Vent	72 km/heure

☐ d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel seront instaurées les alertes cycloniques orange et rouge.

☐ Les données seront vérifiées auprès du poste géré par la Météorologie Nationale le plus proche du lieu des travaux.

9 ORGANISATION DU CHANTIER

9.1 PANNEAUX DE CHANTIER

Le panneau de permis d'aménager est mis en place par le Maître d'Ouvrage. L'entreprise du Lot 01 est chargée de veiller à la permanence de l'affichage pendant les travaux tel qu'exprimé au CCAG

L'entreprise du lot 01 devra également la fourniture, la pose et l'entretien d'un panneau de chantier tel qu'il est défini au CCTP.

9.2 VOIES DE CIRCULATION ET D'ACCES

L'Entrepreneur peut utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Le titulaire du lot 01 devra en assurer l'entretien permanent et procéder le cas échéant, à ses frais à leur réfection en fin de chantier.

9.3 LA SIGNALISATION DES CHANTIERS

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'Entrepreneur ; elle devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - signalisation des routes - définie par les Arrêtés des 24 Novembre 1967, 17 Octobre 1968, 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971, 20 Mai 1971, 27 Mars 1973, 30 Octobre 1976, 24 et 25 Juillet 1974, et plus particulièrement sa 8ème partie approuvée par les arrêtés des 10 et 15 Juillet 1974, ainsi qu'aux prescriptions du PGC, du CSPS et des Services Communaux (Service Voirie de la Mairie de Saint-Paul).

La pré signalisation du chantier sera réalisée conformément aux prescriptions du CCTP. L'avis de L'UTR devra être respecté concernant les travaux en traversée de chaussée. En outre, le Règlement de Voirie de la Commune de St Paul est applicable sur les voies publiques communales et rurales.

9.4 STOCKAGE DE MATERIEL ET DE MATERIAUX

Les matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux pourront être stockés sur une parcelle dans les conditions définies au CCTP.

9.5 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation générale de chantier est dûe par le lot 01.

Les plans d'installations particulières et le planning de montage et démontage des installations provisoires devront être soumis au Directeur de travaux avant la date d'expiration de la période de préparation.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

9.6 DISPOSITIFS DE LEVAGE

Sans objet

9.7 OUVRAGES TEMOINS – PROTOTYPES – BUREAU DE VENTE

Sans objet

9.8 ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage prévus par les fascicules intéressés des CCTG ou le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) seront exécutés par l'Entrepreneur pour :

- Essai de pression des canalisations d'eau potable, par tronçon de 500 mètres maximum ;
- Analyse bactériologique sur un prélèvement de
- Essais de plaque sur la mise en oeuvre des remblais de fouilles et chaussée (en TV 0/80, grave 0/31.5) par un laboratoire agréé par le Maître d'oeuvre ;
- Essais et réception d'ORANGE sur le réseau téléphonique ;
- Essais et contrôles sur la mise en oeuvre de béton,
- Contrôle au gammadensimètre des couches de réglage (0/31.5) et de roulement (enrobé).

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et des contrôles en sus de ceux définis par le Marché. Ces essais et contrôles seront effectués par un tiers, rémunéré directement par le Maître d'Ouvrage.

9.9 COORDINATION ENTRE LES ENTREPRISES

Chaque Entrepreneur est réputé compétent pour régler des détails secondaires de coordination avec un autre entreprise sans solliciter le Maître d'Ouvrage.

9.10 ACCES AU CHANTIER

Il devra être maintenu en parfait état en permanence par le lot n° 01 jusqu'à l'achèvement des travaux.

9.11 CADENCE D'EXECUTION DES OUVRAGES

Les cadences de mise en œuvre nécessaires au respect du planning contractuel, ne doivent pas se réaliser au détriment des règles de l'art de construire.

9.12 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Piquetage général

Le piquetage général de tous les ouvrages sera effectué par l'entrepreneur, à ses frais, en présence du maître d'oeuvre, avant le commencement des travaux pendant la période de préparation et dans les conditions ci-dessous :

- ☐ avec le matériel topographique nécessaire et un géomètre qualifié, fournis par l'entrepreneur ;
- ☐ avec le degré de précision indiqué au CCTP.

Le procès-verbal de piquetage sera signé contradictoirement par le maître d'oeuvre et l'entreprise avant tout démarrage des travaux.

Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Les dispositions applicables sont celles prévues par l'article 27 du C.C.A.G. et le décret 91-1147 du 14 Octobre 1991. Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Constats préalables

L'entrepreneur fait dresser à ses frais par un homme de loi agréé, un constat des lieux de tous locaux et ouvrages conservés attenants ou voisins au présent projet et, pour les reprises en sous-œuvre et consolidations à un référé préventif. Ces pièces sont accompagnées de toutes photos, croquis nécessaires attestant de façon visuelle l'état des lieux pour lesquels ces documents sont jugés utiles. Copie de ces actes et documents qui l'accompagnent est fournie au Maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

9.13 PERIODE DE PREPARATION

Durant la période de préparation de trente (30) jours qui débute avec le délai d'exécution, l'entrepreneur fournira tous les documents demandés par le maître d'œuvre, l'OPC ou le maître d'ouvrage.

9.14 ABANDON DE CHANTIER

En cas d'abandon de chantier pour quelque raison que ce soit, qui soit du fait de l'Entrepreneur, des indemnités automatiques seront dues au Maître de l'Ouvrage et seront calculés par un expert suivant le préjudice causé au Maître de l'Ouvrage.

10 QUALITE DES TRAVAUX

L'entrepreneur s'engage à réaliser les travaux dans les règles de l'ART, et à respecter les consignes des concessionnaires, fermiers & services publics (ORANGE, SDIS, EDF, Service voirie/ Circulation des Municipalités, UTR, La Créole, ARS etc...) dont un exemplaire des recommandations lui a été remis. Ce qui est réputé être inclus dans son offre de prix.

11 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du présent Marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

L'Entrepreneur devra préciser au Maître d'Oeuvre, avant toute exécution, l'origine des fournitures, produits et matériaux (carrières, lieux d'emprunt, centrales à béton etc..) utilisés dans le cadre de ses travaux, s'il s'agit d'ouvrages préfabriqués ou construits sur site, et en fournir les plans d'exécution correspondants, pour visa du Maître d'Oeuvre. Une fois approuvé, l'ensemble de ces données et précisions de l'entrepreneur fera partie intégrante du dossier d'exécution du chantier, que l'entrepreneur s'engage à respecter lors de la réalisation des travaux. Dans le cas contraire, le Maître d'Oeuvre est habilité à refuser les produits, fournitures, matériaux et ouvrages qui sont non conformes au Dossier d'Exécution, et que l'Entrepreneur sera dans l'obligation de reprendre à ses frais.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions des CCTG, concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le Maître d'OEuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire agréé par le Maître d'OEuvre.

12 RECEPTION DES TRAVAUX

La réception ne peut être demandée qu'à l'achèvement de la totalité des ouvrages prévus et ce pour l'ensemble des marchés du programme intéressé.

La réception des travaux ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au paragraphe 9.8 ci-dessus et de la levée des réserves mentionnées au Procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception.

La réception des travaux sera également subordonnée à la fourniture par l'Entrepreneur de tous les certificats de conformité nécessaires à la délivrance de l'attestation de conformité par la Municipalité de la Commune où ont lieu les travaux objets du présent Marché – notamment les conformités des différents concessionnaires (Service des Eaux, ORANGE, etc...).

Le délai maximal dans lequel le Maître d'OEuvre procède aux Opérations Préalables à la Réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux, ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Il pourra être admis une mise en service anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrages avant la fin

du chantier, ceci sous réserve que les essais mentionnés au paragraphe 9.8 ci-dessus soient déclarés concluants par la Maître d'œuvre.

12.1 PLANS DE RECOLEMENT, NOTICE D'ENTRETIEN, SCHEMA

En complément du C.C.A.G. la diffusion des plans conformes à l'existant s'effectuera en trois étapes :

1ère étape : diffusion provisoire des plans sous forme de tirage papier auprès du Maître d'Œuvre pour avis

L'entrepreneur dispose de quinze (15 jours) après réception par écrit des observations du Maître d'œuvre pour transmettre le Dossier des Ouvrages Exécutés et les plans de récolement.

2ème étape : pour les plans informatisés uniquement, diffusion en dématérialisé pour vérification du respect de la charte graphique en cas de non-conformité, le plan sera repris par l'Entrepreneur ; en cas de non-obtention de la qualité souhaitée, le Maître d'Ouvrage missionnera, à la demande de la Direction de travaux, un tiers intervenant pour établir le ou les documents aux frais du défaillant.

3ème étape : diffusion des plans validés :

- pour le Maître d'Ouvrage : 1 exemplaires papier + 1 clé USB
- pour le Maître d'Œuvre : 1 exemplaire papier + 4 clés USB
- pour le Coordonnateur Sécurité (établissement DOE) : 1 exemplaire papier + 1 clé USB

Les spécifications techniques détaillées concernent l'ensemble des documents écrits ou figurés complémentaires aux plans et précisent l'identification et la description des matériaux et matériels mis en œuvre ainsi que leurs conditions d'exploitation.

Elles comprendront notamment :

- l'état exhaustif des matériaux et matériels mis en œuvre par ensemble, sous-ensemble et détails des pièces détachées nécessaires à l'exploitation,
- leur localisation dans l'ouvrage,
- la liste des fournisseurs et fabricants avec leurs coordonnées précises,
- les rapports d'essais des matériaux et/ou ouvrages (, essais en laboratoires...),
- les procès verbaux des matériaux (PV feu, PV acoustique),
- l'identification des matériaux et matériels sera conforme et/ou compatible avec les indications portées sur les plans.

Elles seront diffusées en nombre à l'identique des plans ci-avant décrits.

12.2 DOCUMENTS RELATIFS A LA SECURITE INCENDIE

L'entrepreneur du lot n° 01 devra fournir le PV de réception des points de lutte contre l'incendie installés dans le cadre des travaux.

12.3 GRANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

A compter de la réception des travaux prononcé par le Maître d'Ouvrage les délais de la Garantie de Parfait Achèvement sont les suivants :

- Lot 1 VRD un (1) an → parfait achèvement
- Lot 2 Basse Tension un (1) an → parfait achèvement
- Lot 3 Refoulement (2) ans → garantie de bon fonctionnement

L'entrepreneur est tenu à l'obligation des dites garanties. Les entreprises devront intervenir immédiatement sur simple appel du Maître d'ouvrage. Les entreprises devront intervenir dans les quarante (48) heures pour remédier aux dégâts ou malfaçons constatées, faute de quoi le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux en urgence aux frais des entreprises concernées. S'il n'a pas été remédié aux désordres ou imperfections régulièrement notifiés avant l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est astreint à proroger contractuellement sa garantie jusqu'à la disparition de ces désordres ou imperfections. Cette prorogation n'est subordonnée à aucune formalité particulière et résulte de la seule constatation de l'existence des désordres ou imperfections à la date d'expiration du délai de garantie

13 DISPOSITIONS PARTICULIERES

13.1 NETTOYAGE

Le chantier et ses abords doivent être maintenus propres et nets de tous déchets durant l'exécution. Les gravois et déchets sont stockés dans des bennes de tri sélectif disposées suivant le plan des installations de chantier approuvé. Les bennes sont évacuées au fur et à mesure des besoins par et aux frais de l'entrepreneur chargé du tri sélectif et de l'organisation collective du chantier.

Outre l'application des pénalités visées au 5.7 ci-avant, dès que le retard apporté à la réalisation de l'une ou l'autre de ces opérations atteint deux (2) jours, le maître d'oeuvre peut sans mise en demeure préalable,

faire procéder à ces opérations par toute entreprise de son choix, les frais en résultant étant supportés par l'entrepreneur déficient.

13.2 COMPTE PRORATA

Sans objet. L'installation et les dépenses de chantier sont à la charge du lot n° 1